

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2015

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le quatrième trimestre et l'exercice 2015, clos le 31 décembre. Les comptes de l'exercice ont fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Sauf indication contraire, les variations sont à données réelles. Lorsqu'elles sont mentionnées, les comparaisons entre 2015 et 2014 à « données comparables » correspondent aux chiffres 2015 recalculés aux cours de change 2014.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2015

Avec une parité moyenne de \$ 1,09 / €1 au quatrième trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 14 % par rapport au quatrième trimestre 2014 (\$ 1,25 / €1). Le yuan, de son côté, s'est apprécié de 10 %. L'évolution du dollar, du yuan et des autres devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de €3,2 millions (+ 5 %) le chiffre d'affaires et de € 1,9 million (+ 27 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Fort rebond des commandes de nouveaux systèmes

Les comm

La marge opérationnelle s'établit à 14,2 %, en progression de 2,8 points (+ 0,4 point à données comparables).

Ces chiffres sont conformes aux estimations publiées le 29 octobre.

Le résultat net atteint €7,4 millions, en hausse de €2,6 millions (+ 55 %) par rapport au quatrième trimestre 2014.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à €6,7 millions (€4,0 millions au quatrième trimestre 2014, hors encaissement de €5,7 millions correspondant au crédit d'impôt recherche 2010).

2. SYNTHÈSE DE L'ANNÉE 2015

Un environnement macroéconomique plus difficile que prévu

Dans son rapport du 11 février 2015, la société avait indiqué qu'elle se préparait à une année aussi imprévisible que difficile. La persistance des incertitudes macroéconomiques, géopolitiques et monétaires risquait en effet de retarder le retour de la confiance et de peser encore fortement sur les décisions d'investissement des entreprises.

Le contexte s'est en fait avéré plus difficile qu'anticipé, détérioré en raison d'évènements imprévus : ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, en particulier

Pour l'ensemble des acteurs, les prix de vente en Amérique du Nord et en Asie sont principalement fixés en dollar, ou en yuan en Chine.

Construire l'avenir pour le nouvel ordre économique de l'après-crise

La feuille de route reposait sur l'hypothèse que huit économies (Brésil, Russie, Inde, Chine, Corée du Sud, Indonésie, Mexique, Turquie) produiraient la moitié de la croissance mondiale durant la décennie en cours. A l'exemple de la Chine, leurs modèles de croissance seraient davantage tirés par leurs marchés intérieurs, une plus grande valeur ajoutée et la recherche de meilleurs taux de marge des entreprises. Lectra était armée pour transformer cette nouvelle donne en vecteur de croissance dynamique. L'autre moitié de la croissance mondiale proviendrait toujours des pays développés dans lesquels le Groupe détenait déjà une part de marché significative.

Dans cette perspective, la société bénéficierait de son positionnement haut de gamme, soutenu par les nouvelles générations de l'ensemble de ses solutions, une avance technologique renforcée, des services performants, l'expertise de ses équipes dans les métiers de ses clients et une montée en puissance dans les grands comptes mondiaux pour accompagner leur stratégie de compétitivité. Elle demeurait le seul acteur de son industrie à fournir, sur tous ses marchés géographiques et sectoriels, une offre complète, créatrice de forte valeur pour ses clients et les faisant bénéficier d'un avantage compétitif unique sur le long terme.

Cinq accélérateurs conduiraient la croissance de Lectra : les pays émergents, mais également le rebond industriel des Etats-Unis et d'autres pays développés ; l'automobile, industrie en forte mutation technologique et géographique

Malgré la contre-performance conjoncturelle de l'automobile en 2015, son poids dans l'activité du Groupe devrait augmenter en 2016 et à moyen terme, par l'effet combiné de la croissance du marché en Chine et dans les autres pays émergents, de la proportion de plus en plus importante des intérieurs de voiture en cuir et de la multiplication du nombre d'airbags. La nouvelle génération révolutionnaire de véhicules à propulsion laser *FocusQuantum* pour les airbags, lancée en décembre 2015, devrait contribuer à renforcer le leadership de Lectra.

La croissance du marché du cuir sera, quant à elle, essentiellement concentrée sur l'automobile, l'acquisition des nouvelles techn

La société a pleinement bénéficié des impacts favorables de la baisse de l'euro, avec un chiffre d'affaires, un résultat opérationnel et un résultat net en croissance respectivement de 13 %, 61 % et 63 % à données réelles.

Les frais généraux fixes autres que les investissements d'avenir sont restés inférieurs au montant budgété et tous les autres paramètres ont été conformes ou meilleurs que prévus.

Le modèle économique s'est significativement renforcé : les ratios de profitabilité, notamment le taux de marge brute globale et la marge opérationnelle, ont été meilleurs que ceux attendus et le ratio de sécurité a été particulièrement solide (83 %).

Traduits aux cours de change retenus en 2013, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont en retard sur la feuille de route.

Un plan de transformation de l'entreprise et des investissements d'avenir d'envergure

Face à l'ampleur de la crise économique de 2008-2009, la société avait réduit ses frais généraux fixes de près de 20 %, les ramenant de € 124 millions en 2007 à € 100 millions en 2010. Une deuxième phase de transformation était prévue pour construire sa nouvelle structure d'après-crise.

L'innovation, le capital humain fédéré par une culture d'entreprise forte, une éthique sans compromis dans la conduite des activités et la proximité av

Il s'est achevé, comme prévu, fin 2015. La quasi-

4. COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2015

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 237,9 millions, en croissance de 13 % (+ 5 % à données comparables) par rapport à 2014.

Il progresse dans toutes les régions : + 3 % en Europe, + 28 % dans les Amériques, + 17 % en Asie-Pacifique, + 7 % dans les pays du reste du monde. Ces régions ont représenté respectivement 43 % (dont 7 % pour la France), 28 %, 23 % et 6 % du chiffre d'affaires global. En 2014, elles avaient représenté respectivement 46 % (dont 8 % pour la France), 24 %, 23 %, et 7 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 99,4 millions) augmente de 12 % (+ 3 % à données comparables). Il représente 42 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 23,7 millions) progresse de 9 % et contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Les équipements de CFAO (€ 61,3 millions) augmentent de 13 % et représentent 26 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

La formation et le conseil (€ 12,2 millions) augmentent de 17 % et représentent 5 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 138,5 millions) augmente de 13 % (+ 6 % à données comparables). Comme en 2014, il représente 58 % du chiffre d'affaires global.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % du chiffre d'affaires récurrent et à 33 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 79,7 millions. Il progresse de 11

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 147,5 millions, en hausse de 9 % (+ 4 % à données comparables). Ils se décomposent comme suit :

€ 132,8 millions de frais fixes (+ 9 % ; + 5 % à données comparables) les investissements d'avenir liés au plan de transformation, entièrement passés en charges de la période, représentent € 18,1 millions, soit 14 % du montant total ;

€ 14,7 millions de frais variables (+ 5 % ; - 3 % à données comparables).

Les dépenses de recherche et développement, entièrement passées en charges de la période, sont comprises dans les frais généraux. Elles s'établissent à € 22,4 millions et représentent 9,4 % du chiffre d'affaires (€ 21,7 millions et 10,2 % pour 2014). Après déduction du crédit d'impôt recherche, de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi et des subventions comptabilisés depuis le début de l'année, les frais nets de R&D totalisent € 14,3 millions (€ 13,5 millions en 2014).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 31,8 millions, en hausse de € 12,0 millions (+ 61 % ; + 16 % à données comparables).

Cette augmentation du résultat opérationnel provient de l'impact positif de la croissance du chiffre d'affaires récurrent pour € 5,4 millions, de celui des nouveaux systèmes pour € 2,5 millions, de l'augmentation des taux de marge brute pour € 1,2 million et de l'impact favorable de l'évolution des parités de change pour € 8,9 millions. Ces effets sont en partie compensés pour € 2,2 millions par l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 3,9 millions par l'accroissement des investissements d'avenir liés au plan de transformation.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,2 million. Le résultat de change est négatif de € 0,5 million.

Après une charge d'impôt de € 7,7 millions, le résultat net atteint € 23,4 millions, en progression de 63 % (€ 14,4 millions pour 2014).

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,76 sur capital de base et € 0,74 sur capital dilué (€ 0,48 sur capital de base et € 0,47 sur capital dilué en 2014).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint €

Comme les années précédentes, la principale incertitude concerne le niveau des commandes et du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. La visibilité reste limitée et l'exigence de prudence maintenue.

Dans ce contexte, la société a pour objectif une croissance du chiffre d'affaires de 6 % à 12 % et du résultat opérationnel de 8 % à 25 %.

Ces variations sont à données comparables, établies à partir des résultats 2015 recalculés aux cours de change retenus pour 2016. La société a établi ses scénarios 2016 sur la base de parités arrêtées au 31 décembre 2015, notamment \$ 1,10 / € 1.

Attestation de la société relative au rapport du quatrième trimestre et de l'exercice 2015

« Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le quatrième trimestre et l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du quatrième trimestre et de l'exercice 2015 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Paris, le 11 février 2016

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Au 31 décembre

(en milliers d'euros)

	2015	2014 ⁽¹⁾
Écarts d'acquisition	32 769	31 724
Autres immobilisations incorporelles	4 890	4 406
Immobilisations corporelles	19 706	16 447
Actifs financiers non courants	2 100	2 048
Impôts différés	8 696	8 005
Total actifs non courants	68 161	

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014 (douze mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	62 188	237 886	57 428	211 336
Coût des ventes	(15 740)	(58 580)	(14 955)	(55 606)
Marge brute	46 448	179 306	42 473	155 730
Frais de recherche et développement	(4 155)	(14 317)	(4 124)	(13 479)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(33 436)	(133 169)	(31 797)	(122 445)
Résultat opérationnel	8 858	31 820	6 552	19 806
Produits financiers	82	245	16	394
Charges financières	(111)	(462)	(84)	(418)
Résultat de change	171	(487)	(119)	(361)
Résultat avant impôts	8 999	31 116	6 365	19 421
Impôts sur le résultat	(1 592)	(7 738)	(1 595)	(5 051)
Résultat net	7 407	23 377	4 770	14 370

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,24	0,76	0,16	0,48
- dilué	0,24	0,74	0,15	0,47

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	30 750 312	30 625 563	30 214 523	29 961 651
- résultat dilué	31 477 282	31 498 591	30 920 311	30 750 854

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2014 (cf. note 2 «

TABLEAU DE VARIATION

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de

Lectra SA depuis la France, la première filiale Lectra Systèmes Tunisie ne pouvant vendre que des services. L'incidence de la création de Lectra Tunisie CP sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe est négligeable.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre en 2015.

La société avait créé, en avril 2014, une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, qui a repris les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années, et qui est consolidée depuis le 1^{er} mai 2014 par intégration globale. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe a été négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays étant préalablement facturé par Lectra SA.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 décembre 2015, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 1,2 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,5 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 décembre 2015.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

4.1 Quatrième trimestre 2015

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

(1) Les impacts de l'application de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société a acheté 224 037 actions et en a vendu 220 629 aux cours moyens respectifs de € 11,74 et de € 11,80 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 décembre 2015, elle détenait 18 340 de ses propres actions (soit moins de 0,1 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 11,06, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de €0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement de programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, sa trésorerie disponible et sa trésorerie nette s'élèvent toutes les deux à €59,3 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2014.

Au cours de l'exercice 2015, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,11 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 décembre 2015 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de €4,7 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 31 décembre 2015.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ €

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2016 sur la base de parités arrêtées au 31 décembre 2015 des devises dans lesquelles le chiffre d'affaires et le résultat